

compliqua quand la «Luxemburger Zeitung» et Norbert Metz (qui, décidément, s'était détourné de Servais) se servirent également de la «solution belge» — il est vrai pour le seul cas où l'indépendance du Grand-Duché devrait être sacrifiée — pour s'engager à fond dans la lutte pour les élections du 8. 6. 1869.

A ce sujet une lettre de Fr. Majerus du 18. 5. 1869 est intéressante parce qu'elle donne des détails sur les hommes politiques et les problèmes mis en jeu aux dites élections:

«J'ai écrit et télégraphié à M. Philippart de vous fixer un rendez-vous dans le plus bref délai, soit à Paris, soit à Luxembourg. Je pense qu'il l'aura fait.

«Permettez moi de vous féliciter de nouveau de votre voyage à Paris. Il prouve à l'évidence votre énergique volonté de déjouer de funestes intrigues, et votre bonne étoile aidant vous réussirez. Je le désire de tout coeur, car l'ennemi, un instant dérouté, se rallie et reprend le combat sur toute la ligne. Il n'est plus douteux que vous n'ayiez bientôt 2 luttes parallèles à soutenir, l'une avec le Guill. Luxbg et l'Est à l'étranger, l'autre avec l'opposition à l'intérieur, l'une soutenant l'autre, et faisant cause commune contre l'intérêt franchement national.

«Votre voyage à Paris a sans doute pour but de commencer l'attaque contre l'élément étranger. En attendant on s'organise sérieusement ici, et à ce qu'il paraît, la lutte pour les élections de juin sera très vive. On affirme que le chef de l'opposition dispose de 100 000 frs pour appuyer le mouvement, et qu'il n'est pas un canton où il n'entende manoeuvrer. A Grevenmacher on veut faire passer M.M. . Salentiny, Demuyser et Hess, à Luxbg ville Ch. André, Ch. Simons et E. Fischer, à Capellen N. Metz, Risch et Funck not., à Redange Bian, Glaesener, à Vianden A. Pauly, à Clervaux M. Fallis, à Diekirch Salentiny avocat. Si à ces 14 noms on joint ceux de E. Simons, Stiff, Fischer Ad., Fischer J. P., Tornaco, Mich. Servais, et les 2 Witry, qui restent, et si l'on tient compte des douteux, Würth, de Scherff etc., on doit avouer que la position du Gouvernement vis-à-vis de la Chambre pourrait devenir critique, et que vos nombreux amis ont raison de s'alarmer. Je n'ai pu m'occuper encore qu'incidemment de cette question, mais je puis affirmer toutefois dès à présent que le parti gouvernemental n'est pas rassuré, si en juin prochain le gouvernement entend s'abstenir complètement. Que Metz et Cie, après nous avoir conduits par le bout du nez pendant 20 ans, entende maintenir par tous les moyens et au prix des plus grands sacrifices, les bénéfices de sa position industrielle, fruit de sa prepondérance politique, cela est naturel. Le mot d'ordre est donc, à bas toute concurrence, à bas tout ce qui peut l'amener, à bas les concessions minières, à bas le nouveau réseau qui les entraîne à sa suite, à bas la loi sur les mines faite en faveur du développement de l'industrie métallurgique, à bas les hommes qui défendent un pareil programme; et que faut-il pour réussir, après l'échec subi